

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, j'aimerais prendre cette question comme préavis.

### LES DROITS DE L'HOMME

#### PRÉSUMÉE DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DEMANDES AUX CENTRES DE MAIN-D'ŒUVRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Est-il maintenant en mesure de faire rapport à la Chambre au sujet des enquêtes qu'il s'est dit prêt à effectuer hier? Notamment, peut-il nous dire s'il est indiqué clairement dans les instructions que les centres de main-d'œuvre doivent rejeter toute demande d'employeurs qui renferme des conditions discriminatoires?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, le député de Winnipeg-Nord-Centre m'a demandé hier si les instructions données à l'ancien Service national de placement, au sujet des mesures antidiscriminatoires dans les bureaux de placement, continuaient d'être en vigueur depuis que le service a été rattaché au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. La réponse est oui.

En réponse à la question supplémentaire que le chef de l'opposition a soulevée hier, qu'il me soit permis d'ajouter que des instructions de nature antidiscriminatoire ont été communiquées, pour la première fois, à tous les bureaux de placement du gouvernement fédéral en juillet 1941. Par la suite, on les a incorporées dans le manuel révisé de juin 1949; en outre, on les a confirmées par des circulaires datées de novembre 1953, mai 1954, juin 1959 et décembre 1963. Pas plus tard que le 7 mars de la présente année, notre bureau régional de Toronto a insisté de nouveau auprès de tous les centres de main-d'œuvre d'Ontario sur la politique d'antidiscrimination du ministère.

Quant à la demande du député d'York-Sud, qui désire que d'autres instructions soient émises, je ferai observer qu'un nouveau manuel de travail est en préparation, manuel qui, bien entendu, comportera un exposé antidiscriminatoire catégorique. De plus, des instructions spéciales seront immédiatement envoyées à tous les centres de main-d'œuvre du Canada; dans ces instructions, on insistera sur l'application de la politique antidiscriminatoire du ministère.

### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

#### L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA LUTTE CONTRE LE CRIME

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. E. D. Fulton (Kamloops):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice ou peut-être au solliciteur général. A la lumière du rapport de la Commission de l'Ontario sur le crime, traitant de l'infiltration, par des syndicats du crime, d'organismes canadiens, le ministre de la Justice songerait-il d'urgence à convoquer une conférence des ministres responsables de l'application de la loi au Canada, qui jetterait les bases de mesures pratiques et de modifications éventuelles de la législation, en vue de coordonner, à l'échelle nationale, des programmes efficaces contre le crime?

**L'hon. P.-E. Trudeau (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je crains de n'avoir pas très bien compris la première partie de la question. Je tiendrai la question pour préavis et y répondrai demain ou un autre jour.

**L'hon. M. Fulton:** Monsieur l'Orateur, vu la nécessité urgente et d'importance nationale de coordonner les mesures destinées à lutter contre le crime à l'échelle nationale, le ministre va-t-il traiter la question avec un peu plus d'empressement que sa réponse désinvolte semble l'indiquer.

[Français]

### LES TRAVAUX D'HIVER

#### ON SUGGÈRE DE PROROGER LA DATE LIMITE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gérard Laprise (Chapleau):** Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné la température bien froide et l'hiver très long que nous avons connus, surtout dans le nord-ouest du Québec, l'honorable ministre voudrait-il reconsidérer les demandes qui lui sont faites de toutes parts d'accorder une extension des travaux d'hiver jusqu'au 15 mai?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! La question que pose l'honorable député a été posée à plusieurs reprises au cours des derniers jours.

[Traduction]

### LA PÊCHE

#### L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD—LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION À LA CONSTRUCTION DE BATEAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Melvin McQuaid (Kings):** Ma question s'adresse au ministre des Pêcheries, monsieur